



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013

TABLE DES MATIÈRES

Mesures non conformes aux IFRS	3
Déclarations prospectives	4
Aperçu général	4
Activités abandonnées	5
Résultats d'exploitation	6
Opérations sur devises	6
Ventes consolidées	7
<i>Répartition géographique des ventes</i>	9
Marge brute	9
Frais de vente et d'administration	10
Résultat opérationnel	10
Frais financiers	11
Charge d'impôt sur le résultat	11
Résultat net	12
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global	13
Flux de trésorerie et situation financière	13
<i>Distribution spéciale aux actionnaires</i>	13
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	13
<i>Activités opérationnelles</i>	15
<i>Activités d'investissement</i>	17
<i>Activités de financement</i>	18
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions	19
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	19
Bilans consolidés	20
Aide gouvernementale	22
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels	23
Conjoncture financière et économique	24
Modifications de méthodes comptables	25
Contrôles et procédures internes	26
Risques et incertitudes	26
Données financières trimestrielles choisies	27
Perspectives	28
Renseignements supplémentaires et information continue	29

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2013 et le 30 septembre 2013. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2013 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2013 et la période de six mois close le 30 septembre 2013, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2013. Ces documents sont disponibles sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités préparés conformément à l'IAS 34, Information financière intermédiaire, et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») pour évaluer sa performance financière. Le BAIIA est une mesure financière qui n'est pas une mesure de rendement conforme aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA découlant des activités poursuivies de la Société (se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » plus loin) est calculé comme suit :

(000 \$)	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 sept.</u>		<u>les 30 sept.</u>	
	2013	2012	2013	2012
Résultat net découlant des activités poursuivies	2 584	2 645	5 398	5 591
Impôt sur le résultat (recouvrement)	(486)	167	488	1 130
Frais financiers	963	1 073	1 686	2 195
Charge d'amortissement	3 193	3 104	6 429	6 344
BAIIA	6 254	6 989	14 001	15 260

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, le recul du BAIIA par rapport à l'exercice précédent est attribuable à une diminution du résultat opérationnel réalisé au cours du trimestre, comme il est expliqué dans les rubriques qui suivent.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance future, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Au cours du précédent exercice, soit le 31 août 2012, la Société a finalisé la vente de la quasi-totalité des activités relatives à ses lignes de produits Aérostructure et Industriels (la « transaction de vente »). Se reporter à la rubrique intitulée « Activités abandonnées » ci-après. À la suite de cette transaction, Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, la mise au point, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale de nouveaux systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires, principalement aux États-Unis. Par conséquent, une part importante des ventes de la

Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto, en Ontario, ainsi qu'à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur et des cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions. Cette usine offre des compétences technologiques en matière de brasage sous vide et de brasage par immersion pour l'assemblage des métaux et est devenue la première installation de brasage sous vide de l'aluminium au Canada à obtenir l'accréditation Nadcap.

Activités abandonnées

Lors du précédent exercice, soit le 16 juillet 2012, la Société a signé une entente définitive en vue de la vente de la quasi-totalité des activités relatives à ses lignes de produits Aérostructure et Industriels à Precision Castparts Corporation (« PCC »), une société publique cotée à la Bourse de New York. Les actifs nets acquis par PCC comprennent les sites de fabrication de la ligne de produits Aérostructure de la Société situés à Dorval (Québec), Querétaro (Mexique) et Arlington (Texas), ainsi que les sites de fabrication de la ligne de produits Industriels situés à Cincinnati (Ohio).

La transaction de vente a été conclue le 31 août 2012. Le produit brut de la vente, incluant les ajustements postérieurs à la clôture, s'est élevé à 297,8 millions de dollars versés en espèces. En tenant compte des ajustements postérieurs à la clôture finalisés au cours du dernier semestre de l'exercice financier 2013, le gain net s'est chiffré à 111,2 millions de dollars.

Au cours de l'exercice précédent, parallèlement à la transaction de vente, la Société a réduit de 16,0 millions de dollars ses obligations au titre de contrats de location-financement et a procédé au remboursement d'un prêt des autorités gouvernementales de 1 million de dollars se rattachant aux activités vendues. La Société a également effectué un remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) sur le montant prélevé sur la facilité de crédit bancaire consortiale (la « facilité de crédit ») et racheté deux des trois ententes de swaps de taux d'intérêt en vigueur, représentant un montant nominal total de 30,0 millions de dollars US, pour un coût total de 1,7 million de dollars qui a été comptabilisé à titre de frais de transaction connexes imputés à la transaction de vente.

Le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action qui a été versée le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représentait une distribution en espèces de 157,5 millions de dollars effectuée le 19 décembre 2012, était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85,0 millions de dollars) comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action (72,5 millions de dollars) comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société (se reporter plus bas à la rubrique intitulée « Flux de trésorerie et situation financière »).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

À la suite de la transaction de vente décrite ci-dessus, les revenus et les charges découlant des activités abandonnées avant le 31 août 2012 sont comptabilisés séparément des produits et des charges découlant des activités poursuivies, jusqu'au niveau du résultat net dans l'état des résultats consolidé pour tous les trimestres du précédent exercice clos le 31 mars 2013.

Antérieurement à la transaction de vente, la ligne de produits Aérostructure faisait partie du secteur de l'aérospatiale de la Société, tandis que la ligne de produits Industriels constituait le secteur industriel. Par conséquent, toutes les activités ayant été vendues sont désormais exclues de l'information sectorielle de la Société. À la suite de cette transaction de vente, la Société oeuvre principalement dans le secteur de l'aérospatiale et est constituée de la ligne de produits Trains d'atterrissage et des activités de l'usine Magtron.

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US. Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont classés comme couvertures de flux de trésorerie et transférés dans l'état des résultats consolidé (ventes) lorsque la transaction couverte se réalise, conformément aux conventions comptables de la Société. Les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger. Les taux de change moyens pour les trimestres et les périodes de six mois clos les 30 septembre 2013 et 2012, ainsi que les taux de change de clôture au 30 septembre 2013 et au 31 mars 2013 s'établissaient comme suit (\$ CA/équivalent 1 \$ US) :

Taux de change Canada / États-Unis	30 sept. 2013	30 sept. 2012
Taux moyen pour les trimestres clos	1,0385	0,9948
Taux moyen pour les six mois clos	1,0309	1,0025
Taux de change Canada / États-Unis	30 sept. 2013	31 mars 2013
Taux de clôture	1,0303	1,0160

Comme il est indiqué ci-dessus, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a diminué respectivement de 4,4 % et 2,8 % d'un exercice à l'autre, ce qui a eu un impact positif sur les ventes et les résultats de la Société libellés en dollars US, y compris ceux des activités d'exploitation canadiennes, à l'exception des fluctuations des contrats de change à terme. La variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2013 a eu un impact favorable sur les postes du bilan libellés en dollars US de la Société à la fin du présent trimestre, comparativement aux

soldes de clôture du précédent exercice. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 30 septembre 2013, la Société était partie à des contrats de change à terme pour la vente de 115,1 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0321. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates entre les mois d'octobre 2013 et mars 2017; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours du présent exercice et du prochain exercice financier.

Au 30 septembre 2013, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour la vente de 1,4 million de dollars US assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2275. Ces contrats viennent tous à échéance au cours du présent exercice et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2013 ont fléchi de 1,3 million de dollars, soit 2,2 %, pour s'établir à 56,4 millions de dollars, comparativement à 57,7 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Ce recul est attribuable à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire, en partie contrebalancée par une augmentation des ventes de 2,2 millions de dollars, ou 8,8 %, dans le secteur commercial, essentiellement liée à un accroissement des ventes réalisées dans le cadre du programme du B-777. Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 0,4 million de dollars, ou 0,6 %, par rapport à l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les ventes consolidées s'élèvent à 119,4 millions de dollars, en baisse de 1,7 % par rapport aux ventes de 121,5 millions de dollars réalisées l'an dernier. Ce recul est aussi attribuable à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire, en partie contrebalancée par une augmentation des ventes de 4,1 millions de dollars, ou 8,1 %, dans le secteur commercial résultant principalement d'un accroissement des ventes réalisées dans le cadre du programme du B-777. Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 0,2 million de dollars, ou 0,2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>				<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>			
	2013	2012	Variation		2013	2012	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Militaire ⁽¹⁾	29 368	32 834	(3 466)	(10,6)	64 100	70 312	(6 212)	(8,8)
Commercial	27 034	24 850	2 184	8,8	55 274	51 152	4 122	8,1
Total	56 402	57 684	(1 282)	(2,2)	119 374	121 464	(2 090)	(1,7)

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Les ventes des produits militaires durant le trimestre ont reculé de 3,5 millions de dollars, ou 10,6 %, par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 29,4 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, les ventes de produits militaires ont diminué de 6,2 millions de dollars, ou 8,8 %, pour s'établir à 64,1 millions de dollars. Le recul des ventes est attribuable à une baisse de la demande des clients dans le cadre des programmes du B-2, du Global Hawk, du F-15 et du C-17, en partie contrebalancée par l'obtention d'un nouveau contrat auprès de la société The Boeing Company (« Boeing ») lié au programme de l'hélicoptère CH-47. Depuis le début de l'exercice, le recul des ventes de produits militaires résulte aussi d'une baisse des ventes de services de réparation et d'entretien ainsi que de ventes moins élevées de boîtiers électroniques et de caissons réalisées par l'usine Magtron, qui s'expliquent dans les deux cas par une diminution des besoins des clients. Cette situation découle de la faiblesse du marché militaire aux États-Unis qui est touché par la diminution du financement de base du budget de la Défense américaine et par le maintien des coupes budgétaires automatiques imposées par le Congrès (*Sequestration*).

Les ventes commerciales ont progressé durant le trimestre de 2,2 millions de dollars, soit 8,8 %, pour atteindre 27,0 millions de dollars. Depuis le début de l'exercice, elles affichent une hausse de 4,1 millions de dollars, ou 8,1 %, et s'élèvent à 55,3 millions de dollars. Cette hausse est attribuable à une augmentation des ventes liées aux programmes de gros porteurs commerciaux qui découle principalement de l'obtention d'un nouveau mandat auprès de Boeing portant sur des actionneurs dans le cadre du programme du B-777 ainsi que de l'augmentation de la cadence de production des programmes du B-777 et du A-320, en partie contrebalancées par une baisse des ventes réalisées sur le marché secondaire en lien avec le programme du CL-415 de Bombardier.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u> <u>30 septembre</u>		<u>Six mois clos les</u> <u>30 septembre</u>	
	2013 (%)	2012 (%)	2013 (%)	2012 (%)
Canada	35	33	34	30
États-Unis	59	62	61	65
International	6	5	5	5
Total	100	100	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice est principalement attribuable à l'impact de l'accroissement des ventes liées aux gros porteurs commerciaux livrées au Canada combiné à une baisse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire aux États-Unis.

Marge brute

La marge brute consolidée, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 14,0 % pour le trimestre, en hausse de 0,3 % par rapport à 13,7 % lors du précédent exercice. Depuis le début de l'exercice, elle s'établit à 14,3 %, en baisse de 0,8 % par rapport à 15,1 % un an auparavant.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain ont eu, ce trimestre, une incidence négative de 0,2 million de dollars sur la marge brute en dollars de la Société, ou 0,3 % lorsqu'exprimée en pourcentage des ventes et, depuis le début de l'exercice, de 0,4 million de dollars, ou 0,3 % lorsqu'exprimée en pourcentage des ventes. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Durant le trimestre et depuis le début de l'exercice, la marge brute consolidée a été affectée par une sous-imputation plus importante de certains coûts de fabrication résultant d'une diminution des besoins des clients dans le secteur militaire, jumelée à une hausse des coûts non récurrents engagés dans le cadre du développement d'un nouveau programme de système de train d'atterrissage. Ces répercussions négatives sur la marge brute ont été en partie contrebalancées par une baisse des coûts liés à la non-qualité, comparativement à l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, la marge brute consolidée a également subi les conséquences d'une composition moins avantageuse des ventes de produits militaires sur le marché secondaire.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	2013	2012	2013	2012
Frais de vente et d'administration (000 \$)	4 810	3 997	9 451	9 463
Pourcentage des ventes	8,5 %	6,9 %	7,9 %	7,8 %

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 4,8 millions de dollars, soit 8,5 % des ventes, pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, en hausse de 0,8 million de dollars, ou 1,6 % des ventes, par rapport à 4,0 millions de dollars, ou 6,9 % lors du précédent exercice. Cette hausse reflète l'augmentation de 0,3 million de dollars des frais de recherche et développement engagés au cours du trimestre, comparativement à l'exercice précédent, pour le développement de nouvelles technologies et l'amélioration des activités de fabrication des systèmes de train d'atterrissage, qui ne sont pas capitalisés. Elle traduit également l'augmentation des honoraires professionnels versés cette année comparativement à l'exercice précédent, y compris ceux engagés dans le cadre du protocole d'accord portant sur les appareils B-777 annoncé durant le trimestre. Les frais de vente et d'administration comprennent une perte de change de 0,1 million de dollars subie lors de la conversion d'éléments non monétaires nets libellés en devises, tandis que lors du précédent exercice, cette conversion des devises avait donné lieu à une perte négligeable.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2013, les frais de vente et d'administration se sont élevés à 9,5 millions de dollars, soit 7,9 % des ventes, comparativement à 9,5 millions de dollars, ou 7,8 % des ventes, un an auparavant. Le gain de change réalisé lors de la conversion d'éléments non monétaires nets libellés en devises s'est chiffré à 0,4 million de dollars, comparativement à un gain négligeable l'an dernier. Ce gain a été contrebalancé par une hausse des frais de recherche et développement, comparativement à l'exercice précédent, pour le développement de nouvelles technologies et l'amélioration des activités de fabrication des systèmes de train d'atterrissage, qui ne sont pas capitalisés.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est chiffré à 3,1 millions de dollars, soit 5,4 % des ventes, pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, comparativement à 3,9 millions de dollars, ou 6,7 % des ventes, réalisé lors du précédent exercice. Cette baisse du résultat opérationnel, exprimé en dollars et en pourcentage des ventes, est principalement attribuable à une augmentation des frais de vente et d'administration, comme il est expliqué plus haut.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2013, le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 7,6 millions de dollars, ou 6,3 % des ventes, comparativement à 8,9 millions de dollars, ou 7,3 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Le recul du résultat opérationnel, tant en dollars qu'en pourcentage des ventes, est attribuable essentiellement à une diminution de la marge brute, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 1,0 million de dollars et 1,7 million de dollars, respectivement, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, alors qu'ils avaient totalisé, respectivement, 1,1 million de dollars et 2,2 millions de dollars lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

La diminution des frais financiers durant le trimestre est principalement attribuable à des ajustements de 0,2 million de dollars en lien avec la baisse du taux d'actualisation et comptabilisés à la provision pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations. Cette situation a été en partie contrebalancée par une diminution des intérêts créditeurs résultant d'une baisse du niveau de trésorerie et équivalents de trésorerie, comparativement à l'exercice précédent, du fait que le solde de l'an dernier incluait le produit en espèces obtenu de la transaction de vente avant le versement, aux actionnaires, de la distribution spéciale en espèces d'un montant de 157,5 millions de dollars.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2013, la diminution des frais financiers est principalement attribuable à un ajustement de 0,3 million de dollars en lien avec la baisse du taux d'actualisation et comptabilisé à la provision pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, ce qui s'explique par la hausse du taux d'actualisation au cours du premier semestre de l'exercice, tandis que lors du précédent exercice, l'évolution des frais financiers traduisait une baisse du taux d'actualisation pour la période comparable.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour les trimestres clos les 30 septembre 2013 et 2012, les montants de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat se sont élevés respectivement à (0,5) million de dollars et 0,2 million de dollars. Depuis le début de l'exercice, la charge d'impôt sur le résultat s'élève à 0,5 million de dollars, comparativement à 1,1 million de dollars pour la même période l'an dernier.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2013, le taux d'imposition effectif de la Société s'est établi à 8,3 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,7 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète essentiellement une réduction des passifs d'impôt différé en raison de changements relatifs à des questions de vérification fiscale (0,9 million de dollars) ainsi que de l'incidence favorable de différences permanentes (0,2 million de dollars).

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2012, le taux d'imposition effectif de la Société s'est établi à 16,8 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,0 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflétait l'incidence favorable de différences permanentes (0,3 million de dollars) qui avait été en partie contrebalancée par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars). Il comprenait également une réduction des passifs d'impôt différé en raison de changements relatifs à des questions de vérification fiscale (0,4 million de dollars).

L'augmentation du taux d'imposition combiné de la Société prévu par la loi cette année, comparativement à l'exercice précédent, reflète essentiellement l'écart entre les taux d'imposition provinciaux sur le résultat des sociétés.

Résultat net

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, le résultat net découlant des activités poursuivies de la Société s'élève respectivement à 2,6 millions de dollars, ou 4,6 % des ventes, et 5,4 millions de dollars, ou 4,5 % des ventes, comparativement à un résultat net de 2,6 millions de dollars, ou 4,6 % des ventes, et 5,6 millions de dollars, ou 4,6 % des ventes, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Le résultat net de l'exercice précédent comprenait également le résultat net découlant des activités abandonnées de 110,0 millions de dollars et 113,3 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012. Lors du précédent exercice, le résultat net découlant des activités abandonnées pour le trimestre et les six premiers mois de l'exercice comprenait un gain net de 107,1 millions de dollars provenant de la transaction de vente, excluant les ajustements postérieurs à la clôture, comme il est expliqué plus haut (se reporter à la Note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Résultat net découlant des activités poursuivies (000 \$)	2 584	2 645	5 398	5 591
Résultat net découlant des activités abandonnées (000 \$)	—	110 000	—	113 258
Résultat net (000 \$)	2 584	112 645	5 398	118 849
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – de base (\$)	0,08	0,09	0,17	0,18
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies – dilué (\$)	0,08	0,09	0,17	0,18
Bénéfice par action – de base (\$)	0,08	3,68	0,17	3,89
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,08	3,64	0,17	3,86

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 31 521 584 pour la période de six mois close le 30 septembre 2013 et de 30 537 527 actions ordinaires pour la même période l'an dernier, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 31 677 669 pour la période de six mois close le 30 septembre 2013 et de 30 823 914 pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du 30 septembre 2012 au 30 septembre 2013 est essentiellement attribuable à l'émission de 1 034 543 actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions de la Société au cours du précédent exercice.

Le 7 novembre 2013, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 31 532 160 actions ordinaires et 259 101 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,3 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, les autres éléments du résultat global inclus dans le résultat global découlant des activités poursuivies, sont essentiellement attribuables à des gains actuariels, déduction faite de la variation de la limite des actifs et des exigences de financement minimales, des régimes de retraite à prestations définies de la Société, résultant d'une hausse du taux d'actualisation utilisé pour l'évaluation des obligations des régimes de retraite à prestations définies, combinés au rendement plus élevé que prévu réalisé sur les actifs des régimes.

Flux de trésorerie et situation financière

Distribution spéciale aux actionnaires

Au cours de l'exercice précédent, soit le 8 novembre 2012, à la suite de la transaction de vente, le conseil d'administration de la Société a approuvé une distribution spéciale en espèces de 5,00 \$ par action qui a été versée le 19 décembre 2012 aux actionnaires inscrits le 20 novembre 2012. Le conseil d'administration a déterminé qu'il était approprié de procéder à cette distribution spéciale aux actionnaires, à la suite de la transaction de vente dont il est fait mention plus haut, et que la situation financière de la Société demeurerait saine après cette distribution spéciale, compte tenu, entre autres, des dépenses en capital et autres investissements prévus, ainsi que des résultats anticipés de la Société.

La distribution spéciale aux actionnaires de 5,00 \$ par action, qui représentait une distribution en espèces de 157,5 millions de dollars (sur la base de 31 498 905 actions ordinaires en circulation le 20 novembre 2012) effectuée le 19 décembre 2012, était composée d'une réduction du capital émis de 2,70 \$ par action (85,0 millions de dollars) comptabilisée comme telle et d'un dividende spécial en espèces de 2,30 \$ par action (72,5 millions de dollars) comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société. La réduction du capital qui a eu pour effet de réduire le capital émis de la Société a été approuvée par les actionnaires lors d'une assemblée extraordinaire des actionnaires tenue le 18 décembre 2012. Les frais de transaction connexes à cette distribution spéciale aux actionnaires se sont élevés à 0,3 million de dollars (0,2 million de dollars après impôts) et ont été comptabilisés en réduction du capital émis et des résultats non distribués.

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers tout au long de l'exercice en cours. À la suite de la transaction de vente réalisée le 31 août 2012 et de la distribution spéciale versée aux actionnaires le 19 décembre 2012, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 92,7 millions de dollars au 30 septembre 2013, comparativement à 101,3 millions de dollars au 31 mars 2013, dont 5,0 millions de dollars avaient été investis dans des dépôts à court terme (10,0 millions de dollars au 31 mars 2013). Le reste de la trésorerie et des équivalents de trésorerie était détenu dans des comptes de placement auprès de trois banques à charte canadienne et leurs filiales et succursales américaines faisant partie du syndicat bancaire de la Société.

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie, consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette

facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016. Elle comprend également une clause accordéon qui permet de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Au 30 septembre 2013, seule une somme de 22,7 millions de dollars (22,0 millions de dollars US) avait été prélevée sur la facilité de crédit de la Société, comparativement à 22,4 millions de dollars (22,0 millions de dollars US) au 31 mars 2013. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

Au 30 septembre 2013, la Société affichait la situation de trésorerie nette suivante calculée comme suit :

	(000 \$)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	92 678
Moins : dette à long terme, y compris la tranche à court terme ⁽¹⁾	62 153
Situation de trésorerie nette	30 525

⁽¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés

Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités poursuivies et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles ainsi que généré des flux de trésorerie de ses activités abandonnées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	<u>2013</u>	<u>2012</u>	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>	<u>(000 \$)</u>
Flux de trésorerie découlant des activités poursuivies	4 685	6 009	11 837	12 998
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	(1 096)	(4 602)	(5 208)	(8 635)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités poursuivies	3 589	1 407	6 629	4 363
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités abandonnées	—	(675)	(1 641)	8 273
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	3 589	732	4 988	12 636

La diminution de 1,3 million de dollars des flux de trésorerie découlant des activités poursuivies pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, par rapport à la même période l'an dernier, s'explique essentiellement par une baisse de 1,1 million de dollars de la charge d'impôt différé, en partie contrebalancée par un ajustement favorable du taux d'actualisation de 0,2 million de dollars.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2013, la diminution de 1,2 million de dollars des flux de trésorerie découlant des activités poursuivies, par rapport à la même période l'an dernier, découle essentiellement de l'impact favorable d'ajustements au taux de désactualisation de 0,6 million de dollars, comme il est expliqué plus haut, jumelé à une baisse de 0,4 million de dollars de la charge d'impôt différé et un recul de 0,2 million de dollars du résultat net.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2013, les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles découlant des activités abandonnées comprennent le versement d'impôt final relativement au solde à payer de l'exercice clos le 31 mars 2013.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>		<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>	
	2013	2012	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Comptes clients	3 090	2 548	9 705	5 350
Stocks	1 094	(128)	(434)	(3 571)
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres, et autres passifs (ci-après appelés collectivement « Comptes fournisseurs »)	(3 605)	(3 128)	(9 613)	(1 900)
Facturations progressives	(1 353)	(1 438)	(4 750)	(4 342)
Impôts à payer et à recevoir	(97)	(770)	(655)	(2 920)
Autres	(225)	(1 686)	539	(1 252)
	(1 096)	(4 602)	(5 208)	(8 635)

Pour le deuxième trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, la diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs est attribuable à une baisse du volume des ventes au deuxième trimestre qui est, habituellement, le trimestre qui enregistre le volume le moins élevé de l'exercice en raison de la période des vacances et des arrêts de production dans les usines. Pour ces mêmes périodes, la réduction des facturations progressives reflète une diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires. La réduction des impôts à payer et à recevoir pour la période de six mois close le 30 septembre 2013 reflète principalement le paiement final des impôts effectué pour l'exercice 2013.

Pour le deuxième trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012, la diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs avait été attribuable à une baisse du volume des ventes au deuxième trimestre qui est, habituellement, le trimestre qui enregistre le volume le moins élevé de l'exercice, ainsi qu'à une diminution du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé pour la conversion des comptes clients et des comptes fournisseurs libellés en dollars américains. La réduction des facturations progressives découlait principalement d'une composition du carnet de commandes fermes plus considérable dans le secteur commercial que dans le secteur militaire, de même que d'une diminution du carnet de commandes lié à certains programmes militaires. L'augmentation des stocks, qui provenait pour l'essentiel du premier trimestre, traduisait l'accroissement anticipé des cadences de production pour les trimestres à venir dans le secteur commercial. La réduction des impôts à payer pour la période de six mois close le 30 septembre 2012 reflétait principalement le paiement final des impôts effectué au premier trimestre pour l'exercice 2012.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>		<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>	
	2013	2012	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Acquisition d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	(3 340)	(2 972)	(6 521)	(6 443)
Diminution (augmentation) d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net ⁽¹⁾	(2 269)	607	(5 264)	(2 501)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾	47	88	47	92
Produit net de la vente découlant des activités abandonnées	—	272 796	—	272 796
Activités d'investissement découlant des activités abandonnées	—	(2 919)	—	(4 294)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(5 562)	267 600	(11 738)	259 650

⁽¹⁾ Des activités poursuivies

Les acquisitions d'immobilisations corporelles liées aux activités poursuivies présentées ci-haut peuvent être rapprochées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>		<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>	
	2013	2012	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Acquisition d'immobilisations corporelles	3 770	4 012	6 041	6 207
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres à la fin de la période	(430)	(262)	480	1 014
Machinerie et équipement acquis par le biais de contrats de location-financement	—	(778)	—	(778)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	3 340	2 972	6 521	6 443

Pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont élevées à 3,8 millions de dollars et 6,0 millions de dollars respectivement (4,0 millions de dollars et 6,2 millions de dollars pour les acquisitions d'immobilisations liées aux activités poursuivies lors du précédent exercice). Elles comprennent principalement des investissements au laboratoire d'ingénierie de St-Hubert et aux installations d'exploitation de Longueuil visant à soutenir certains programmes de développement aérospatiaux, de même que des dépenses en immobilisations pour maintenir les installations et équipements existants.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2014 s'élèveront à environ 16,0 millions de dollars, dont un montant de 4,0 millions de dollars relatif aux activités d'exploitation de Landing Gear USA et 2,0 millions de dollars pour les installations d'ingénierie.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, essentiellement pour des programmes de conception de jets d'affaires. Les ventes liées à certains de ces programmes devraient commencer vers la fin de l'exercice en cours et augmenteront progressivement au cours des années suivantes.

Le produit net de la vente des activités abandonnées constaté lors du précédent exercice était lié à la transaction de vente et comprenait le produit de la vente obtenu en espèces, excluant les ajustements postérieurs à la clôture, déduction faite de la réduction des obligations au titre des contrats de location-financement et des frais de transaction déboursés.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Six mois clos</u>	
	<u>les 30 septembre</u>		<u>les 30 septembre</u>	
	2013	2012	2013	2012
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)
Remboursement de la dette à long terme	(486)	(37 715)	(3 047)	(40 438)
Émission d'actions ordinaires	66	1 794	133	1 879
Activités de financement découlant des activités abandonnées	—	(1 521)	—	(3 208)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(420)	(37 442)	(2 914)	(41 767)

Le remboursement de la dette à long terme effectué cette année et lors de l'exercice précédent comprend le remboursement planifié de prêts des autorités gouvernementales, de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et de l'équipement ainsi qu'un paiement final du billet. Les remboursements effectués l'an dernier comprenaient également le remboursement partiel de 37,5 millions de dollars US (37,0 millions de dollars) du montant prélevé sur la facilité de crédit, à la suite de la transaction de vente.

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2013, la Société a émis des actions ordinaires dans le cadre de son régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat (le « régime d'achat d'actions »). Lors des mêmes périodes l'an dernier, la Société avait émis des actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions ainsi que dans le cadre de son régime d'achat d'actions (voir plus bas).

Au 30 septembre 2013, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice 2014 en cours.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

Au 30 septembre 2013, la Société comptait 31 529 553 actions ordinaires en circulation (31 511 446 au 31 mars 2013).

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2013, la Société a émis respectivement 8 771 et 18 107 actions ordinaires, dans le cadre du régime d'achat d'actions de la Société, pour des contreparties totales en espèces de 66 000 \$ et 133 000 \$. Au cours des périodes correspondantes de l'exercice précédent, la Société avait émis 353 538 actions ordinaires (la totalité au deuxième trimestre) à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour une contrepartie totale en espèces de 1 711 000 \$, de même que 9 414 et 20 507 actions ordinaires, respectivement, dans le cadre de son régime d'achat d'actions, pour des contreparties totales en espèces de 83 000 \$ et 168 000 \$.

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2013, aucune option sur actions n'a été attribuée (aucune en 2012), aucune option sur actions n'a été exercée (353 538 au deuxième trimestre de 2012), et aucune option sur actions n'a été annulée (111 900 lors du précédent exercice, la totalité au deuxième trimestre).

Au 30 septembre 2013, 259 101 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,4 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 3,30 \$ l'action (se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2013, la charge au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions s'est élevée respectivement à 27 000 \$ et 30 000 \$ (78 000 \$ et 38 000 \$ en 2012) — se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2013, la charge au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions s'est chiffrée respectivement à 63 000 \$ et 61 000 \$ (193 000 \$ et 76 000 \$ en 2012) — se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au 30 septembre 2013, 1 750 381 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 256 114 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») et régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de DPVA en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'UAD qui a été approuvé en mai 2011 par le conseil d'administration de la Société, les DPVA en circulation émises avant le mois d'août 2010 sont toujours valides.

Au 30 septembre 2013, de manière cumulative, 27 000 DPVA (92 200 lors du précédent exercice) étaient encore en circulation, assortis d'une valeur attribuée moyenne pondérée de 1,68 \$ (6,99 \$ l'an dernier) et devant venir à échéance à diverses dates au cours des exercices 2015 et 2016. Au cours du trimestre et de la période de six mois close le 30 septembre 2013,

12 000 DPVA ont été exercés (32 500 en 2012), aucun DPVA n'a été attribué (aucun en 2012) et aucun DPVA n'a été annulé (5 800 en 2012).

Au 30 septembre 2013, de manière cumulative, 62 940 UAD étaient en cours (47 871 lors du précédent exercice). Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2013, aucune UAD n'a été attribuée (18 243 au deuxième trimestre du précédent exercice), 12 362 UAD ont été exercées (la totalité au deuxième trimestre) (8 090 au deuxième trimestre du précédent exercice).

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, les charges au titre des DPVA se sont élevées respectivement à 21 000 \$ et 42 000 \$ (charges de 634 000 \$ et 524 000 \$ en 2012), tandis que les charges au titre des UAD se sont chiffrées respectivement à 59 000 \$ et 117 000 \$ (charges de 336 000 \$ et 322 000 \$ en 2012) — se reporter à la Note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 30 septembre 2013 et le 31 mars 2013 :

Rubrique	31 mars 2013 (millions \$)	30 sept. 2013 (millions \$)	Variation (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	101,3	92,7	(8,6)	Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés
Comptes clients	46,6	36,8	(9,8)	Diminution attribuable à un recul du volume des ventes au cours du trimestre, comparativement au quatrième trimestre du précédent exercice. Le deuxième trimestre affiche habituellement le volume de ventes le moins élevé de l'exercice en raison de la période des vacances et des arrêts de production dans les usines. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'incidence de l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des comptes clients libellés en dollars américains, comparativement au 31 mars 2013 (impact de 0,4 million de dollars).
Instruments financiers dérivés (éléments d'actif à court et à long terme)	3,2	0,9	(2,3)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et le taux de conversion de clôture utilisé, aux dates des bilans.

Rubrique	31 mars 2013 (millions \$)	30 sept. 2013 (millions \$)	Variation (millions \$)	Note explicative
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	26,5	31,4	4,9	Variation imputable à une hausse des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme (5,1 millions de dollars) et des coûts de logiciels (0,2 million de dollars), déduction faite de l'amortissement des logiciels (0,4 million de dollars).
Comptes fournisseurs et charges à payer	44,3	37,6	(6,7)	Diminution résultant principalement d'une baisse des ventes pour le trimestre, comparativement aux ventes du quatrième trimestre du précédent exercice. Cette diminution a été en partie contrebalancée par l'incidence du taux de change \$ US/\$ CA plus élevé utilisé aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains, comparativement au 31 mars 2013 (impact de 0,2 million de dollars).
Comptes fournisseurs — autres	2,4	1,6	(0,8)	Baisse attribuable principalement à une diminution de la portion non payée des acquisitions d'immobilisations corporelles.
Facturations progressives (à court et à long terme)	12,3	7,5	(4,8)	La réduction des facturations progressives reflète essentiellement une réduction du carnet de commandes lié à certains programmes militaires.
Impôts à payer	2,5	0,1	(2,4)	Diminution qui reflète essentiellement les versements d'impôt finaux effectués cette année relativement au solde à payer de l'exercice précédent.
Instruments financiers dérivés (éléments de passif à court et à long terme)	2,6	1,8	(0,8)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La diminution est attribuable essentiellement à un différentiel moins élevé entre le taux de conversion de clôture utilisé et les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme, aux deux dates du bilan.
Dettes à long terme (y compris la tranche à court terme)	63,0	61,1	(1,9)	Variation imputable au remboursement prévu de capital sur la dette à long terme, principalement des prêts des autorités gouvernementales (3,0 millions de dollars), déduction faite de la désactualisation au titre des intérêts sur des prêts des autorités gouvernementales (0,9 million de dollars) et de l'amortissement de frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,2 million de dollars).

Rubrique	31 mars 2013 (millions \$)	30 sept. 2013 (millions \$)	Variation (millions \$)	Note explicative
Autres passifs – prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	13,0	7,6	(5,4)	Baisse résultant de gains actuariels, déduction faite d'une variation de la limite des actifs et des exigences de financement minimal, sur les régimes de retraite à prestations définies de la Société (comme il a déjà été expliqué plus haut), jumelés à des paiements prévus effectués au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2013.
Résultats non distribués	193,4	201,5	8,1	L'augmentation reflète le résultat net de la Société de 5,4 millions de dollars pour la période de six mois close le 30 septembre 2013, jumelé aux gains actuariels nets de 3,1 millions de dollars liés aux prestations définies et à la variation nette de 0,4 million de dollars de la limite des actifs et des exigences de financement minimal pour les régimes de retraite à prestations définies de la Société pour la même période.

En date du 30 septembre 2013 et du 31 mars 2013, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la trésorerie nette/capitaux propres⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	30 septembre 2013	31 mars 2013
Ratio du fonds de roulement	4,16 : 1	3,59 : 1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	92,7 M\$	101,3 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,25 : 1	0,27 : 1
Ratio de la trésorerie nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,14 : 1	0,17 : 1

(1) : Se définit comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie moins la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, sur les capitaux propres.

Aide gouvernementale

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2013, la Société a comptabilisé en aide gouvernementale pour les activités poursuivies, un montant de 1,1 million de dollars (0,6 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2012) à titre de réduction du coût des ventes et

des frais de vente et d'administration engagés, ainsi qu'un montant de 1,2 million de dollars (0,9 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2012) à titre de réduction des dépenses en immobilisations connexes ou coûts de développement capitalisés, imputés à la rubrique « Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée ».

Au cours de la période de six mois close le 30 septembre 2013, la Société a comptabilisé en aide gouvernementale pour les activités poursuivies, un montant de 1,5 million de dollars (1,1 million de dollars lors du précédent exercice) à titre de réduction du coût des ventes et des frais de vente et d'administration engagés, ainsi qu'un montant de 1,5 million de dollars (1,3 million de dollars lors du précédent exercice) à titre de réduction des dépenses en immobilisations connexes ou coûts de développement capitalisés, imputés à la rubrique « Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée ».

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement, d'autres crédits d'impôt, des subventions ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales.

Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels

En date du 30 septembre 2013, la Société était partie à des contrats de location d'une valeur totale de 1,0 million de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont payables au cours des cinq prochains exercices financiers. Par ailleurs, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 1,8 million de dollars (se référer à la Note 16 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Au 30 septembre 2013, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 115,1 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0321 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois d'octobre 2013 et le mois de mars 2017, mais principalement au cours du présent exercice et du prochain (se reporter à la Note 10 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 123,5 millions de dollars US et 136,3 millions de dollars US, respectivement, en date du 31 mars 2013 et du 30 septembre 2012, assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,0325 et 1,0498 respectivement. La diminution des contrats de change à terme, par rapport à la clôture du précédent exercice ainsi qu'à la période correspondante l'an dernier, reflète l'évolution du carnet de commandes fermes.

Au 30 septembre 2013 et au 31 mars 2013, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour la vente respectivement de 1,4 million de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2275 (dollar canadien par rapport au dollar américain) et de 4,7 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2262 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats visent à couvrir le risque de change associé à certains instruments financiers dérivés incorporés et viendront tous à échéance au cours du présent exercice financier.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines, qui sont des institutions financières de première qualité

conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couverture de ses investissements nets dans les établissements américains. Cette désignation demeure en vigueur en date du 30 septembre 2013.

Conjoncture financière et économique

L'amélioration de l'économie mondiale continue d'avoir des répercussions positives sur la plupart des marchés de la Société liés à l'aérospatiale commerciale. Dans le marché des gros porteurs commerciaux, Boeing et Airbus procèdent à des augmentations de cadence de production de certains programmes d'envergure; leurs carnets de commandes demeurent bien remplis et représentent environ de sept à huit années de production aux cadences actuelles. Les livraisons de jets d'affaires ont légèrement fléchi au cours des six premiers mois de l'année civile 2013, mais certains indicateurs clés pointent vers une reprise, comme l'utilisation accrue des avions et la réduction du nombre d'avions d'occasion à vendre en proportion de l'ensemble de la flotte.

Cependant, le marché de l'aérospatiale militaire continue de manquer de vigueur alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. Aux États-Unis, qui représentent le plus important marché militaire de la Société, l'incertitude entourant la durée des réductions de dépenses automatiques dans le budget fédéral (*Sequestration*), qui comprennent des compressions budgétaires à la Défense, pourrait avoir des répercussions sur la Société au-delà du présent exercice financier.

L'économie mondiale demeure fragile en raison de la situation de la dette de plusieurs pays et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions. En conséquence, Héroux-Devtek continue à surveiller de près sa stratégie et sa gestion du risque.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes aux secteurs commercial et militaire, de même qu'entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire. Cet équilibre devrait contribuer à atténuer les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, les fluctuations rapides de la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, pourraient exercer une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur la productivité en misant sur des initiatives soutenues d'optimisation de sa production, de réduction de ses coûts ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même tout au long du prochain exercice. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de

crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des gouvernements ou des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se reporter à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun facteur important à court terme susceptible de compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la volatilité économique, la direction continue à faire preuve de prudence (se reporter aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

MODIFICATIONS DES MÉTHODES COMPTABLES

En date du 1^{er} avril 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes ci-dessous, conformément aux modifications requises par l'International Accounting Standard Board. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence importante sur les chiffres comparatifs des périodes précédentes.

IAS 1, *Présentation des états financiers*

La version modifiée de l'IAS 1 *Présentation des états financiers* a été adoptée rétrospectivement le 1^{er} avril 2013. Le principal changement découlant des modifications apportées à l'IAS 1 consiste en l'exigence de présenter distinctement les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés en résultat net et les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat net dans l'état du résultat global consolidé.

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*

L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* a été adopté rétrospectivement le 1^{er} avril 2013, Il s'agit d'une nouvelle norme exhaustive qui établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et donne des directives concernant les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.

IAS 19, *Avantages du personnel*

La version modifiée de l'IAS 19 *Avantages du personnel* a été adoptée rétrospectivement le 1^{er} avril 2013. Entre autres changements, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi pour les obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi (habituellement, la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur de l'actif du régime). Également, le coût financier net est maintenant présenté dans les frais financiers. De plus, les modifications de l'IAS 19 apportent de nouvelles exigences en matière d'information à fournir sur les régimes à prestations définies, notamment des informations additionnelles sur les caractéristiques des régimes à prestations définies et les risques auxquels les entités sont exposées en raison de leur participation à ces régimes. Les modifications des méthodes comptables ont été comptabilisées rétrospectivement conformément aux règles de transition de l'IAS 19 modifié et

les informations supplémentaires à fournir seront présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2014.

L'impact de l'adoption de l'IAS 19 *Avantages du personnel* modifié sur l'état des résultats consolidés et sur l'état du résultat global consolidé pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2012 se présente comme suit :

	Trimestre clos	Six mois clos
(000 \$)		
• Diminution du coût des ventes	(17)	(35)
• Augmentation des frais financiers	126	252
• Diminution de l'impôt sur le résultat	(30)	(59)
• Diminution du résultat net découlant des activités poursuivies et du résultat net	(79)	(158)
• Diminution des pertes actuarielles, déduction faite de l'impôt sur le résultat	(79)	(158)
• Augmentation des autres éléments du résultat global découlant des activités poursuivies et autres éléments du résultat global	79	158

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2013 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats opérationnels. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énumérés ci-après.

- Dépendance envers des clients importants
- Disponibilité et prix des matières premières
- Risques opérationnels
- Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique
- Conjoncture économique
- Dépenses d'ordre militaire
- Fluctuations des devises

- Situation de trésorerie et accès à des sources de financement
- Clauses restrictives
- Fluctuation des taux d'intérêt
- Environnement commercial externe
- Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie
- Questions d'ordre environnemental
- Conventions collectives*
- Main-d'œuvre qualifiée
- Obligations au titre des régimes de retraite

* Trains d'atterrissage – La convention collective de l'usine de Longueuil viendra à échéance le 1^{er} mai 2014.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	Exercice 2014		Exercice 2013				Exercice 2012	
	30 sept. 2013	30 juin 2013	31 mars 2013	31 déc. 2012	30 sept. 2012	30 juin 2012	31 mars 2012	31 déc. 2011
Taux de change moyen utilisé pour convertir les revenus (ventes) et les charges ⁽¹⁾ (\$ CA/équivalent 1 \$ US)	1,0385	1,0233	1,0089	0,9913	0,9948	1,0102	1,0012	1,0231
Ventes découlant des activités poursuivies	56 402	62 972	73 816	61 742	57 684	63 780	74 777	61 988
BAIIA découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	6 254	7 747	10 159	7 672	6 989	8 271	11 473	10 302
Résultat net découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	2 584	2 814	4 695	3 216	2 645	2 946	5 558	4 463
Résultat net découlant des activités abandonnées	—	—	3 679	1 289	110 000	3 258	3 360	2 403
Résultat net ⁽²⁾	2 584	2 814	8 374	4 505	112 645	6 204	8 918	6 866
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base ⁽²⁾	0,08	0,09	0,15	0,10	0,09	0,10	0,18	0,15
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) — dilué ⁽²⁾	0,08	0,09	0,15	0,10	0,09	0,10	0,18	0,15
Bénéfice par action (\$) – de base ⁽²⁾	0,08	0,09	0,27	0,14	3,68	0,20	0,29	0,23
Bénéfice par action (\$) — dilué ⁽²⁾	0,08	0,09	0,26	0,14	3,64	0,20	0,29	0,22
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	31,7	31,7	31,7	31,3	31,0	30,8	30,8	30,7

(1) À l'exclusion des contrats de change à terme.

(2) Redressé : se reporter à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent en général favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. À la fin du mois d'août 2013, le marché des passagers, exprimé en passagers-kilomètres payants, avait progressé de 5,1 %, tandis que le marché du fret, mesuré en tonnes-kilomètres de marchandises avait augmenté de 0,7 %. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA le marché des passagers devrait enregistrer une croissance de 5,0 % au cours de l'année civile 2013, suivie d'une croissance de 5,8 % pour l'année civile 2014. Parallèlement, le volume de fret aérien devrait connaître une légère hausse de 0,9 % au cours de l'année civile 2013, puis la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,7 % au cours de l'année civile 2014¹.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus continuent de procéder à des augmentations de cadence de production de plusieurs programmes d'envergure pour les années civiles 2013 et 2014, bien que la production du B-747 diminuera durant l'année civile 2014². Compte tenu des augmentations de cadence de production, les deux avionneurs prévoient ainsi hausser leurs livraisons au cours de l'année civile 2013 par rapport à l'année précédente. Leurs carnets de commandes demeurent bien remplis et représentent environ de sept à huit années de production aux cadences actuelles.

Dans le marché des jets d'affaires, les livraisons ont légèrement fléchi durant les six premiers mois de l'année civile 2013, par rapport à l'exercice précédent, mais certains indicateurs clés pointent vers une reprise, comme l'utilisation accrue des avions et la réduction du nombre d'avions d'occasion à vendre en proportion de l'ensemble de la flotte. Plus important encore, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de cinq ans possiblement, une période où l'on prévoit l'entrée en service de plusieurs modèles de jets d'affaires pour lesquels Héroux-Devtek a conçu le train d'atterrissage.³

Les conditions dans le marché de l'aérospatiale militaire demeurent difficiles alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, étant donné l'incertitude entourant la durée des coupes budgétaires imposées par le Congrès (« sequestration »), la Société pourrait continuer d'être touchée par les compressions à la Défense américaine au-delà du présent exercice financier, et ce, en dépit de son portefeuille bien diversifié dans le secteur militaire et de l'équilibre qu'elle maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire qui devraient permettre d'atténuer cet impact.

Le bilan de la Société demeure solide avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 92,7 millions de dollars au 30 septembre 2013. Cette somme, combinée aux fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettra à Héroux-Devtek de financer ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 16 millions de dollars pour l'exercice 2014 et d'envisager la réalisation d'autres acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir son portefeuille de produits et ses technologies.

1 Sources : IATA, communiqués de presse du 1^{er} et 2 octobre 2013; IATA, prévisions financières de l'industrie, septembre 2013;

2 Sources : Communiqués de presse d'Airbus du 4 avril 2013. Communiqués de presse de Boeing du 31 octobre 2013, 23 octobre 2013, 18 octobre 2013, 19 avril 2013, 18 mars 2013, 12 novembre 2012 et 23 octobre 2012.

3 Sources: GAMA, JETNET, FAA, Teal Group, Forecast International.

Au 30 septembre 2013, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 347 millions de dollars, comparativement à 361 millions de dollars au début de l'exercice, ce qui reflète essentiellement une diminution des commandes dans le cadre de certains programmes militaires. Malgré son carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de rationaliser sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

À court terme, l'effet conjugué des restrictions budgétaires à la Défense américaine, du maintien des coupes automatiques imposées par le Congrès et de la paralysie du gouvernement en octobre, aura un impact sur les ventes consolidées pour l'exercice qui prendra fin le 31 mars 2014, de sorte que, sur une base comparable, nous nous attendons désormais à ce qu'elles soient légèrement inférieures aux ventes du précédent exercice, portant ombrage à la robustesse de l'activité dans le secteur de l'aérospatiale commerciale qui devrait donner lieu à une croissance des ventes d'environ 10 % dans ce marché. Compte tenu de la faiblesse du marché militaire, nous devons optimiser de manière proactive l'utilisation de nos actifs et adapter notre offre à la demande, tel qu'illustré par la récente réduction des effectifs.

Le scénario pour la portion restante de l'exercice 2014 suppose que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine et tient compte des contrats de change à terme auxquels la Société est partie. À long terme, Héroux-Devtek demeure déterminée à réaliser son objectif déclaré d'enregistrer une progression moyenne de 10 % par année, par le biais de la croissance interne, d'alliances stratégiques et d'acquisitions d'entreprises, pour autant que les cours des devises demeurent relativement stables.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit et le conseil d'administration le 7 novembre 2013. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.